

L'Algérie : Histoire et Economie 1830-1962

Mohamed Sadeg*

Cet article traite de l'histoire et de l'économie de l'Algérie de 1830 à 1962. Il donne tout d'abord un aperçu de l'histoire et de l'économie de l'Algérie d'avant 1830. On a étudié les aspects géographiques et historiques avec quelques éléments économiques relatifs à la période du régime beylical. La période choisie nous semble pertinente pour comprendre l'évolution économique de l'Algérie.

Lorsqu'une organisation fonctionne bien, il se produit ce qu'Ibn Khaldoun percevait comme l'imposition d'un ordre aux tendances anarchiques des individus : les individus semblent alors construire et s'entraider. Par contre, lorsqu'une organisation fonctionne mal, elle entraîne des luttes internes du fait de l'animosité «naturelle» dont parle Ibn Khaldoun.

En conclusion, on a réalisé une rétrospective de la fondation de l'Etat de l'Emir Abdelkader avec les différentes luttes contre l'occupant.

Mots Clefs Algérie, Histoire, Economie, Développement et Stratégie.

Introduction

L'objet de cette étude n'est pas de faire une compilation de ce qui a été dit et relaté sur l'Algérie, son économie et son histoire. Il s'agit pour nous de faire ressortir sa stratégie nationale à chacune des époques historiques qu'elle a vécu depuis qu'elle est devenue sujette de l'histoire. Cette démarche sera succincte pour les différentes périodes historiques qui ont précédé 1830, un peu plus accentuée pour la période turque et, assez détaillée pour ce qui est de la période faisant l'objet de l'étude. Cela signifie qu'il s'agira à chaque fois de stratégie nationale dans les perspectives décrites dans l'introduction.

Sans ignorer les influences qu'elle a subi durant les siècles, nous essaierons chaque fois de ne pas parler de l'occupant qu'il soit carthaginois, romain, byzantin, vandale ou autre.

Il est incontestable d'affirmer que l'on peut difficilement isoler l'Algérie de sa constituante géographique, sociale et historique. En d'autres termes, le Maghreb sera toujours présent à notre esprit et pour cause, à aucune des époques l'Algérie, sous sa forme actuelle, n'a constitué une entité indépendante de nos deux voisins de l'Est et de l'Ouest, en étant Carthage à l'époque des phéniciens, l'Afrique à l'époque des romains, le Maghreb à l'époque des arabes et enfin l'Afrique du Nord à l'époque des français.

*Maître de Conférences à l'Ecole Supérieure de Commerce d'Alger (ESC), PHD Es-Sciences Economiques de Leeds University, Maître de Recherche au Laboratoire d'Etudes Pratiques en Sciences Commerciales et en Sciences de Gestion de l'ESC.

Notre but est donc de tracer pour l'Algérie une ligne directrice qui est contenue dans sa volonté de jouir de cette portion de territoire qui la conforte et sur laquelle elle a toujours essayé de vivre libre en dehors de toute influence étrangère et loin de tous les appétits qui vont à l'encontre de ses intérêts et des populations qui la composent. C'est donc à partir de cette notion de résistance à l'ennemi qu'il faut situer toute notre étude.

Les luttes pour l'indépendance qui ont duré plusieurs siècles contre tous ses envahisseurs, avaient un but élémentaire. Un peuple qui vit tranquillement sur ses terres est confronté à une époque de son histoire. L'histoire raconte que la première invasion a eu lieu au huitième siècle avant la naissance du *Christ*. L'indépendance formelle du Maghreb a eu lieu 28 siècles après.

C'est dans cette direction, toujours en toile de fond, que sera étudiée cette stratégie de l'Algérie qui jusqu'à l'indépendance totale et durable a mis trois millénaires pour se réaliser.

Le terme arabe *Maghreb* (El Maghreb) signifie le Couchant par opposant à *Machrek* (El Machrek, le levant). C'est un ensemble délimité par les frontières naturelles : au Nord, la Méditerranée ; au Sud, le Sahara ; à l'Est, le désert libyen ; à l'Ouest, l'atlantique. C'est cette situation «d'enfermement» ou d'encercllement par des barrières naturelles difficilement franchissables, qui a poussé les géographes arabes à qualifier le Maghreb de *Jaziret El Maghreb* : l'île du Maghreb. Quels sont les pays qui composent le Maghreb ? Le débat est loin d'être clos. S'il est certain qu'il est composé du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie (Maghreb central), la question se pose si la Libye et la Mauritanie en font partie, de même pour le Sahara Occidental, s'il devient un jour indépendant. L'adage local selon lequel le Maghreb commence là «où se mange le couscous et se porte le burnous» n'est pas vraiment d'un grand secours scientifique ou historique.

Quels sont les points communs à ces trois pays ? Avant tout, l'Islam. Le Maghreb, à peu près tout entier, suit les règles d'une seule école juridique, le malékisme ; il n'y a que les descendants des turcs établis en Algérie et en Tunisie pour adhérer à l'école Hanafite ; ils constituent des groupes peu nombreux dans les quelques villes principales des deux pays. Ensuite, la langue arabe, même s'il existe au Maroc et en Algérie de fortes minorités berbérophones (mais n'est-ce pas là aussi un point commun ?). Cette langue parlée, cet arabe dialectal est aisément compris d'un pays à un autre, malgré les nuances et les subtilités. Autre point commun, la langue française, très répandue dans les trois pays centraux, sans oublier la Mauritanie. Une jeunesse importante, souvent sans emploi, est aussi à mettre au compte des ressemblances.

Mais, malgré ces points communs, le Maghreb est l'une des régions du monde où la coopération politique et économique est la moins développée. Les trois pays ont la tête tournée vers l'Europe tout en s'ignorant, lorsqu'ils ne s'affrontent pas ou

lorsqu'ils ne cherchent pas à se déstabiliser (guerre des Sables, crise du Sahara, événements de Gafsa).

Pourtant, le 17 février 1989, après plusieurs décennies de tension, notamment algéro-marocaines, se tient à Marrakech le sommet constitutif de l'**Union du Maghreb Arabe** (UMA). Aux trois principaux pays du Maghreb s'ajoutent la Libye et la Mauritanie. Dans la déclaration finale du sommet, les cinq pays s'engagent à créer un espace économique commun, à autoriser la libre circulation des personnes et des biens et à réaliser une union douanière. Dotée d'une présidence tournante et de plusieurs commissions ministérielles (finances, économie, sécurité...). L'UMA est aujourd'hui un processus totalement bloqué.

Par rapport aux pays du Maghreb, l'Algérie a cultivé son particularisme. Ce particularisme est attribué à sa guerre d'indépendance. La guerre d'indépendance algérienne fut, avec celle d'Indochine, la plus dure guerre de décolonisation du siècle. Comment comprendre l'âpreté de ce conflit ? Au moment où éclate l'insurrection du 1^{er} novembre 1954, l'Algérie «c'est la France», selon l'expression de François Mitterrand, alors ministre de l'Intérieur dans le cabinet de Pierre Mendès France. Elle représente trois départements français. Beaucoup plus, donc, qu'une colonie lointaine comme le Sénégal, la Tunisie ou le Maroc, simples protectorats. En Algérie, cette guerre se nomme «Révolution» ou «Guerre d'Indépendance». Elle est célébrée comme l'acte fondateur d'une nation recouvrant ses droits de souveraineté.

En France, ce conflit est appelé la «**Guerre d'Algérie**» et il se lit toujours comme une page douloureuse de l'histoire récente : pas de commémoration officielle, peu de grands films, pas de centres de recherches et d'enseignements dans les universités à propos de cet événement selon Stora (1991). Pourtant, cette guerre de sept années a été un moment considérable, même si elle n'osa jamais dire son nom. Il aura d'ailleurs fallu attendre le jeudi 10 juin 1999 pour que l'Assemblée Nationale Française adopte, à l'unanimité des présents (117 voix), une proposition de loi reconnaissant officiellement la «*Guerre d'Algérie*», qualifiée jusque-là d'*«opérations effectuées en Afrique du Nord»* dans les documents officiels de la République. Trente-sept (37) ans après la fin du conflit, cette reconnaissance répondait ainsi à la principale revendication des associations d'anciens combattants en Algérie.

La guerre d'Algérie a provoqué, en France : la chute d'une République et la naissance d'une autre, la V, avec une nouvelle constitution; l'entrée en politique d'une génération que l'on retrouvera en 1968; des fractures dans l'armée française qui, se voyant victorieuse sur le terrain, refuse l'issue politique de l'indépendance algérienne; le départ de près d'un million de «pieds-noirs», ainsi que de plusieurs milliers de harkis et leurs familles, vers la métropole.

Clef de voûte du Maghreb, terre de passages, de contrats entre civilisations venues d'Orient et d'Europe, l'Algérie obtient son indépendance à la fin d'un long et terrible conflit la guerre d'Algérie, (1954-1962). Dès 1962, le pays opte pour un «socialisme

spécifique», bannit le multipartisme et se lance dans d'intenses efforts d'industrialisation au détriment de l'agriculture. Ayant à la faveur de la crise de l'été 1962, obtenu le pouvoir au détriment du gouvernement provisoire de la république algérienne (GPRA), **Ahmed Ben Bella** est déposé en 1965 par le **colonel Houari Boumediène**.

Dans l'histoire de l'Algérie indépendante, la présidence d'Ahmed Ben Bella restera marquée par la mise en place de «l'autogestion», d'une première réforme agraire (les terres des colons sont nationalisées le 1^{er} octobre 1963) mais cependant, entachée par la mise au pas de nombreuses personnalités politiques dont Ferhat Abbas, Hocine Aït Ahmed et Mohamed Boudiaf.

Adeptes d'un État fort, Houari Boumediène va s'appuyer sur l'armée au détriment du Front de Libération Nationale (F.L.N.), le parti qui a conduit le pays à l'indépendance, pour ériger une Algérie socialiste et collectiviste. C'est lui qui est à l'origine du tournant socialiste de 1971 tandis que, sous son impulsion, le pays gagne en prestige à l'échelle internationale, notamment après la tenue, à Alger, en septembre 1973 du sommet des pays non-alignés.

Il lance l'Algérie dans l'industrie lourde, interdit toute référence au multipartisme et prône un État fort. Bâtitteur de l'Algérie moderne, Houari Boumediène est en effet sans conteste le plus important homme politique qu'ait connu l'Algérie depuis son indépendance. Porteur d'un véritable projet de société, il a permis à ce pays déstructuré par 130 ans de colonisation, mais riche du prestige acquis par sa lutte de libération, de gagner sur la scène internationale, une stature de premier plan. La période Boumediène est également liée sur le plan intérieur à la foi en une dynamique de développement, dont le président avait lui-même prévu les dysfonctionnements un an avant sa mort.

Sous Boumediène, l'Etat algérien a réussi à introduire une multitude de réformes industrielles, sociales, économiques et culturelles. Mentionnons à cet égard sa politique d'arabisation de l'enseignement et de l'administration. Le recours à l'arabisation traduit aussi les tensions politiques qui déchire la région maghrébine.

Pour ce qui est de l'agriculture, avec un secteur public de trois (03) millions d'hectares auquel s'ajoutent quatre millions et demi (04,5) d'hectares de terres privées, l'Algérie possède encore les moyens d'assurer en grande partie son indépendance alimentaire, du moins en ce qui concerne les céréales et les agrumes. Après les échecs de l'autogestion agricole (1963, nationalisation des terres des colons) et de la révolution agraire, le régime algérien a fini, en 1991, par restituer les terres nationalisées lors de la révolution agraire et a accepté que les terres appartenant à l'Etat se transforment en exploitations collectives de statut privé.

En théorie, le monopole a été supprimé, mais il n'en est rien. La crise est, donc, avant tout un problème de carence de pensée rationnelle et de surcroît d'affectivité que, quarante ans de monolithisme politique ont exacerbé.

L'ensemble de ces dimensions donne une idée de la manière dont l'élite algérienne concevait le développement à l'indépendance du pays.

C'est l'histoire du développement de ce grand pays du Maghreb et d'Afrique qui, nourrit l'ambition d'ouvrir les portes du développement à la région après les avoir ouvertes aux invasions étrangères, que nous voulons parcourir avec vous.

I. Contenu et Limites de l'Etude

L'étude traite dans sa première partie des aspects géographiques et historiques avec quelques éléments économiques relatifs à la période du régime beylical. La période nous semble indispensable pour comprendre l'évolution économique de l'Algérie.

La seconde partie de l'étude cerne les périodes stratégiques. Pour décider jusqu'où nous devons remonter dans l'histoire de l'Algérie, nous avons choisi de prendre comme point de départ la colonisation française. C'est donc de 1830 à 1962 (date de l'indépendance de l'Algérie) que s'étalera notre première période stratégique.

La seconde période stratégique va de 1962 à 1965 et se caractérise par la construction du nouvel État algérien indépendant.

La troisième période débute en 1965 par un changement de dirigeants politiques, changement d'orientation économique, même si celle-ci est proclamée socialiste. Elle se termine à la fin de 1978 par le décès du président Houari Boumediène.

La quatrième période débute en 1979 par la définition des orientations à long terme du développement économique et social. Ce sont ces orientations qui ont présidé l'élaboration du premier plan quinquennal (1980-1984) dont les grandes lignes ont porté sur la restructuration des entreprises.

La cinquième période s'ouvre avec le deuxième plan quinquennal (1985-1989) qui se caractérise par la poursuite de l'effort de développement économique et social engagé mais dans un environnement économique mondial tendu. Le contexte économique international difficile, marqué par la récession, notamment avec l'annonce de la chute des prix du pétrole et les contraintes d'ouverture que se sont fixées les dirigeants de l'époque. Elle débouche sur une sixième période (1989-2000) qui a vu la fin du socialisme et du parti unique. Cette période se caractérise aussi par un contexte de grave crise économique et la mise en œuvre du plan d'ajustement structurel du F.M.I. et de la banque mondiale.

Au total, il apparaît que, hormis la première et la deuxième, les périodes stratégiques retenues coïncident globalement avec les horizons de planification, chacune d'elles se distinguant par une équipe de dirigeants prenant en charge la formulation et la mise en œuvre des différents plans.

II. Géographie de l'Algérie

Clef de voûte du Maghreb, terre de passages, de contacts entre civilisations venues d'Orient et d'Europe, l'Algérie d'aujourd'hui compte plus de 30 millions d'habitants pour une superficie totale de 2 millions et 381 741 km² dont un peu plus

de 2 millions de km² en espace saharien. La densité globale de sa population paraît faible, 9 habitants au km² ; mais les 9/10 de la population vivent sur les hautes terres du Nord, avec plus de 1200 kilomètres de côte méditerranéenne, où souvent les montagnes viennent embrasser la mer. Le pays a des frontières avec le Maroc (1350km), la Mauritanie (450km), le Mali (1100km), le Niger (1180km), la Libye (1000km), la Tunisie (1140km), ce à quoi il faut ajouter 60 kilomètres de frontières avec l'actuel Sahara Occidental. L'Algérie se divise en trois blocs principaux ; les hauts plateaux, les hautes plaines, et l'atlas saharien.

Les géographes ont insisté sur une division plus importante encore entre l'Algérie occidentale et l'Algérie orientale Julien (1992).

C'est seulement en Algérie de l'Ouest que se trouvent les divisions classiques des hauts plateaux enserrés par les deux atlas. Une double série de plaines : la dépression sublittorale du Chélif prolongée à l'Ouest par la plaine du Sig et de la sebkha d'Oran, d'une part et, la dépression médiane où se creusent les plaines de Mascara, de Sidi Bel-Abbès et de Tlemcen, d'autre part, encadrée par les chaînons de l'atlas tellien, au Nord, les chaînes littorales du Sahel d'Oran et du Dahra, au sud, les monts du Tessala et de l'Ouarsenis, le massif le plus important de l'Algérie occidentale, bordant la vallée du Chélif.

Les cuvettes des hautes plaines, qui n'ont pu être drainées ni vers la mer ni vers le Sahara, constituent des bassins fermés au relief monotone, où stagnent les grands chotts.

Au Sud, les courts chaînons relayés de l'Atlas saharien, monts des Ksour, monts des Amour, monts des Ouled Naïl, s'égrènent du Maroc au Hodna, d'allure régulière, séparés par de larges couloirs qui rendent aisées les communications et dominant d'un millier de mètres la plate-forme saharienne qui disparaît dans la masse des alluvions arrachées à la chaîne.

Dans sa partie orientale, l'Algérie perd son architecture régulière. La côte est généralement pittoresque et inhospitalière. Ce n'est qu'aux deux extrémités de la région que se retrouvent les plaines subcôtières : à l'Ouest la Mitidja, en arrière des collines du Sahel algérois ; à l'est la plaine dite de Bône, qui se développe en croissant, au sud du djebel Edough. Le plus souvent la montagne se dresse en bordure même de la mer avec le puissant massif kabyle que flanque au sud l'arête calcaire du Djurjura puis, plus à l'est, les monts des Babors et l'ensemble morcelé qui s'étend du cap Bougaroun au cap de fer.

En arrière de la zone côtière, les montagnes telliennes ne forment plus, du Chélif à la frontière tunisienne, qu'une suite d'éléments mal individualisés dont les sommets ne dépassent guère 1800 m et dans lesquels s'intègrent parfois de petites plaines, vestiges desséchés d'anciens bassins (plaines de Mila et de Guelma). Les voies de communications doivent emprunter des cluses souvent étroites et profondes, telles les gorges de Palestro ou celles que les indigènes nomment les Bibans, et que l'expédition faite en 1839 par le duc d'Orléans a rendu célèbres sous le nom de Portes de Fer.

Avec la dépression du Hodna finissent les Hautes Plaines. Les deux Atlas, qui se rejoindront vers le méridien de Bône, et leurs chaînons donnent à la région, qu'on nomme les Hautes Plaines constantinoises, un caractère atténué et une allure indécise.

L'Atlas saharien, dont les crêtes étroites et aiguës conservent la direction sud-ouest au Nord-Est, est aussi abrupt que l'Atlas tellien. Le massif de l'Aurès en représente un faisceau relevé, à structure régulière, où se trouve le point culminant du relief algérien (djebel Chélia, 2328m) et que coupent d'étroites vallées. Entre l'Aurès, d'une part, le Belezma et les monts des Zibans, d'autre part, s'ouvre un passage vers le sud, par la vallée de l'ouest El-Kantara qui unit les Hautes Plaines au désert.

La partie Nord concentre les neuf dixièmes de la population et englobe 90% des terres fertiles du pays. Elle est marquée par l'alternance de plaines (Mitidja) et de montagnes (Djurdjura, Aurès, où les sommets dépassent parfois les 2000 mètres) ; la hauteur moyenne de cette région est de 900 mètres, le relief s'atténuant vers l'Est. De son côté, si le Sahara ne compte qu'à peine 10% de la population algérienne, répartie dans les oasis (culture du palmier dattier), il représente 95% des richesses actuelles du pays avec les importants gisements de pétrole et de gaz naturel qu'il recèle. Les deux régions continuent à se tourner le dos, le sud algérien étant de loin moins développé et souffrant d'un manque important en matière d'infrastructures économiques et sociales, malgré les efforts de désenclavement initiés par les différents gouvernements (multiplication des lignes aériennes, construction d'une route transsaharienne...).

III. Histoire et Politique

L'histoire du Maghreb est une longue succession d'invasions et de perpétuelles révoltes contre l'occupant. Les premiers étrangers qui abordent cette terre, alors peuplée de berbères, sont les Phéniciens. Ce sont eux qui fondent la ville de Carthage et leur règne durera de 1100 à 147 avant. J. C. Il est important de signaler qu'entre phéniciens et berbères, les rapports étaient restés pratiquement corrects pendant près de trois siècles. C'était de simples rapports d'échanges régulés par les fluctuations du marché. La monnaie n'ayant pas encore été intégrée dans les échanges, les transactions se pratiquaient sans caution ni garanties particulières : la parole donnée suffisait amplement pour honorer les contrats. La civilisation phénicienne était fondée sur le commerce. En revanche, les berbères pratiquaient l'agriculture et élevaient des bœufs, des chevaux, des moutons et des chèvres. Il faut savoir que l'agriculture ne fit de véritables progrès au Maghreb central qu'au II^e siècle avant J.C sous l'impulsion bienveillante du roi Massinissa Gaid (1972). Les progrès, la richesse et la puissance de la Numidie sous Massinissa impressionnèrent les romains. Les champs de blé, les plantations de vergers, d'oliviers, de vignobles couvraient de vastes étendues. De grandes quantités de blé, de laine, de chevaux,

d'esclaves étaient vendues à Rome et à Athènes. La présence des monnaies numides en Italie et en Espagne prouve l'étendue et l'importance de ces échanges. Après la défaite de Jugurtha, Rome allait étendre son emprise sur le Nord de l'Afrique. Les romains parviennent ainsi à soumettre la Numidie qu'ils réorganisent de manière qu'elle demeure dans la mouvance de Rome. La Numidie recouvrait à peu près le Constantinois. Cirta était une ville importante qui présidait la confédération des quatre colonies, car Rome avait organisé les terres conquises en quatre unités administratives et selon trois systèmes de gouvernement : l'Afrique proconsulaire ou Afrique proprement dite, la Numidie, la Mauritanie césarienne et la Mauritanie Tingitane.

Rome impose sa langue aux régions conquises et beaucoup de berbères apprirent le latin pour évoluer dans la cité alors qu'ils continuaient à parler entre eux le Libyque et pendant un temps le Purique. Mais avant le latin, ce fut le grec qui se répandait chez les lettrés. Les fils de Massinissa, Mastanabal et Micipsa passaient pour être instruits dans la langue grecque. Le roi Juba avait choisi le Grec et après lui, les écrivains nés en proconsulaires ou en Numidie ne se sont pas fait faute de composer certains de leurs écrits en grec, notamment Cornutus, Fronton, Apulée et, parmi les chrétiens, Tertullien.

Cependant, Rome veillait à étendre sa langue. L'enseignement contribua à la diffusion du latin qui mit cependant plusieurs siècles à se répandre et qui en fait ne resta que peu parlé dans les campagnes.

La domination romaine, marquée par l'émergence du christianisme et de plusieurs de ses schismes, va durer de 146 avant J.C. à l'an 432. Affaiblie, déchirée par les conflits de toute nature, incapable de contrôler un empire trop vaste, Rome succomba au début du V^e siècle aux coups des envahisseurs du nord et perdit ses colonies. Le Maghreb tomba sous la domination des Vandales. Qui sont ces gens dont le seul nom rappelle intuitivement déprédation et fracas, destruction et misère? D'origine germanique, on les disait descendants d'une branche qui se souciait peu des arts et de la culture. C'étaient des barbares ! Mais depuis que Voltaire en 1732 conseilla une attitude moins tranchée à leur égard, les chercheurs modernes se sont mis à leur accorder plus d'attention et à ne plus les assimiler systématiquement au mal. Approche originale, s'il en est, elle est destinée à encourager les gens à regarder les méfaits guerriers des Vandales comme n'ayant été ni plus ni moins que ceux des autres peuples barbares.

Ayant traversé l'Espagne, ils arrivent au Maghreb en 429 en passant par le détroit de Gibraltar avec femmes et enfants. C'est l'une des premières colonisations ethniques du Maghreb. Les vandales n'ont aucune peine à se rendre maîtres de la région et vont, un siècle durant (432-533), assiéger les villes, massacrer, saccager plusieurs monuments romains mener des incursions sur la rive Nord de la Méditerranée et lieront, à jamais leur nom à l'idée de destruction et de dégradation. Parmi les victimes des vandales une grande figure de la chrétienté universelle : *Saint-Augustin*, le grand Saint-Augustin né le 13 novembre 354, à Thagaste,

aujourd'hui Souk Ahras (est de l'Algérie) dans la province romaine de Numidie, comme Tertullien, Saint Cyprien ou Apulée de Madauve (M'daourouch) et des centaines d'autres.

Le règne des Vandales se limite à deux dates : 429-453. Après quoi ils repartirent, chassés vers l'Asie, par les troupes du général Bélisaire, le représentant de l'empereur Justinien. Le système byzantin s'identifiait, trait pour trait, à celui de Rome. Ils visaient à restaurer une Rome encore plus soumise à la chrétienté. Les Byzantins (533-633) parviendront à restaurer l'ordre mais divisés par une série de querelles religieuses, affaiblis par les luttes intestines et par plusieurs révoltes de tribus berbères, ils seront écrasés par les premiers cavaliers arabes qui apportent avec eux l'Islam dès 755. La première phase des conquêtes musulmanes se caractérise par la stratégie dite de la base mobile, une stratégie offensive, ou en faisait une nouvelle base de départ pour d'autres expéditions, d'autres conquêtes.

La construction de Kaïraouan vers l'an 670 par Okba Ibn Nafâa fut un grand événement dans l'histoire du Maghreb car elle devint rapidement un centre Islamique brillant et la capitale de la nouvelle province du Maghreb. À partir de cette époque, Kaïraouan permit aussi le développement de la science et de la religion grâce à sa grande mosquée vers laquelle affluaient les étudiants de tous les horizons. Okba fut destitué sans ménagements et remplacé par Abou-El-Mohaj, client du nouveau gouverneur. Peut-être reprochait-on au fondateur de Kaïraouan ses conceptions exclusivement militaires, ou attitude cassante envers les chefs berbères, ses massacres systématiques et ses raids aussi périlleux qu'inutiles. Au contraire de son prédécesseur, Abou-El-Mohaji a engagé, avec les chefs des tribus, des pourparlers pour obtenir leur appui contre les Byzantins. On dit qu'il s'avança jusqu'à Tlemcen où il vainquit et fit prisonnier le puissant et ingénieux Kosaïla.

Les héros de l'indépendance berbère au moment de la conquête sont Koceïla et la Kahina. Koceïla domina l'histoire de l'Afrique du Nord.

Gautier (1964) va même jusqu'à supposer qu'il fut roi des Jedar. Kahina fut reine des berbères de l'Aurès. Cette femme, dont le nom même est inconnu (Damyâ, Dilya ?), pratiquait, assure Ibn Khaldoun, le judaïsme, ainsi que les gens de sa tribu. Notons d'ailleurs qu'en berbère les femmes jouent à maintes reprises un rôle de premier plan, au moins jusqu'à l'époque Almohade. Mais nulle ne s'est élevée aussi haut que la Kahina. À vrai dire, nous ne connaissons guère d'elle que son nom, son prestige et sa farouche résistance à l'envahisseur, nourrie de patriotisme berbère et de foi hébraïque. Ce qu'il faut retenir, c'est que la Kahina refit le bloc berbère, écrasa l'armée arabe sur les bords de la Meskiana (entre Aïn Beïda et Tébessa) et la rejeta en tripolitaine. La Kahina aurait gouverné le Maghreb cinq années durant, selon les principes des nomades. Les résultats ne se firent point attendre.

Tous les historiens arabes constatent que les envahisseurs trouvèrent des auxiliaires précieux parmi les Roums et les berbères sédentaires. S'il est vrai que la reine voulut prévenir le retour des arabes en saccageant le pays et en ne laissant debout ni

arbres ni murailles, on comprend qu'elle ait dressé contre elle les citadins et les cultivateurs qu'ils fussent grecs ou indigènes.

La veille de la suprême bataille des arabes, la Kahina ordonna à ses fils de passer à l'ennemi.

Gautier (1964) a montré, par un rapprochement suggestif, combien ce geste est naturel chez un chef berbère, pour qui la suprématie de sa famille sur la tribu prime tout. La vieille reine livra un combat désespéré, peut-être près de Tabarka, puis fut pourchassé avec ses fidèles jusque dans l'Aurès. Elle fut tuée près d'un puit nommé dès lors Bir El-Kahina.

Avec sa mort, l'ère de la défense héroïque prenait fin. Le stratège de la conquête fut sans conteste Okba Ibn Nafâa.

À partir du VIII^e siècle, l'émir Omeyyade se réfugie en Andalousie où il fonde une dynastie qui régnera à Cordoue, jusqu'au début du XI^e siècle. Le VIII^e siècle est un siècle d'insurrections. La conquête n'a rien résolu. Les berbères subissaient les exactions fiscales des Omeyyades. Ils étaient astreints au paiement de l'impôt foncier (Kharadj) et de la capitation (Djizya) dus régulièrement par les seuls infidèles. Le Maghreb subissait le contrecoup de ce qui se passe dans l'orient arabe. Les soldats qui y viennent apportent avec eux leurs schismes et leurs rivalités (Omeyyades contre Hachémides, Abbassides contre Alides). Parmi eux, il y avait surtout des Kharédjites. Ils étaient des gens pieux, stricts et surtout originaires des régions désertiques, pleins de rancœur contre la richesse des villes. À partir de 741, le Maghreb central gagnait son autonomie sous l'emblème du Kharédjisme : schisme qui exprimait, selon l'historien Laroui (1975), l'autonomie berbère. Et il est possible que l'Islamisation de l'Afrique du Nord soit un acquis de cette autonomie retrouvée.

L'Algérie connut deux principautés Kharédjites : celle d'Abou Qourra à Tlemcen qui servit de centre de ralliement pour tous les Kharédjites qui combattaient les armées arabes venant d'Ifrigiya. Abou Qourra, d'origine Zénète, fut essentiellement un chef militaire qui unissait dans une même action militaire la population de tout le Maghreb central (765). Son pouvoir fut battu en brèche par la tribu Maghraoua qui prit Tlemcen en 786.

La deuxième principauté plus importante et mieux connue, fut celle des Rostémides (776) à Tahert (près de l'actuelle Tiaret). Il ressort que la ville-Etat présentait l'idéal politico-religieux des Abadites (Kharédjites modérés). Le pouvoir, même s'il tirait sa conception d'un schisme, se caractérisait par la tolérance puisque les Abadites cohabitaient avec les Mutazilites et les sunnites.

La base sociale de l'Etat Rostomide se constituait de groupes sociaux différents : nomades Zénètes, agriculteurs des Aurès, citadins et commerçants. La position de sa capitale lui permit d'avoir une vie économique florissante. Le commerce de l'or se développait grâce au trafic caravanier qui intégrait le Sahara à l'économie du Maghreb. Mais la société Ibadite était minée par des contradictions sociales. A travers le récit d'Ibn Seghir - chroniqueur ayant vécu à Tahert - on peut discerner «un effort constant des notables et des clercs pour constituer une aristocratie qui

impose à l'imam ses directions ». L'égalitarisme des premiers Imams était battu en brèche avec l'émergence d'une aristocratie soucieuse de sa position sociale. Miné de l'intérieur, l'Etat Rostomide succomba aux premières attaques Fatimides (911). Toutefois, la destruction de la ville ne tua pas la foi Ibadite. Obligés de se disperser dans le Sahara, les Ibadites s'installèrent définitivement au M'zab. La dynastie rostomide régnera au Maghreb central jusqu'en 909.

En 800, le gouverneur d'Ifriqiya, Ibrahim Ibn Al-Aghlab obtient l'investiture de l'émirat par le khalife abbasside Haroun Al-Rachid. Les Aghlabides (800-909) feront la conquête de la Sicile, entre 831 et 902, ainsi que du sud de l'Italie. Les Fatimides (910-973) fondent leur capitale Mahdya. Avant cette période, ils effectuèrent des raids fréquents au Maghreb central et au Maghreb extrême qu'ils n'arrivent pas à soumettre en raison de l'opposition des zénata et de la rivalité pour l'occupation de ces régions entre omeyyades d'Espagne et Fatimides. Les Zinides d'abord liés aux fatimides du Caire, ils proclamèrent en 1048 leur scission et leur allégeance au khalifat abbasside. Le sultan d'Égypte répliqua par l'envoi de tribus turbulentes, les Beni-Hilal suivis bientôt des Beni-Soleïm, qui s'installèrent dans la majeure partie des terres méridionales d'ifriqiya et brisèrent toutes les tentatives des Zirides et de leurs cousins les hammadites en vue de mettre fin à leur pénétration. L'invasion hilalienne est un événement majeur pour tout le Maghreb. Il existe une interprétation de l'aventure hilalienne systématisée par Ibn Khaldoun et utilisée par les historiens coloniaux notamment par Gautier (1964). Elle fait de la venue des Hilaliens un point de rupture dans l'histoire du Maghreb. Cette interprétation s'intéresse surtout aux conséquences de l'événement qui sont décrites ainsi : sur le plan humain, les Zénètes du Maghreb central sont repoussés vers le Maroc, la vie pastorale gagne sur la vie agricole, la vie urbaine décroît à cause des pillages et de la mainmise des nomades sur le trafic caravanier (commerce de l'or). Les villes des plaines intérieures et des hauts plateaux (Achir, Tahert, Qualâa) sont détruites. La vie urbaine se réfugie sur les côtes. La vie économique va pâtir d'une exploitation en règle puisque agriculteurs et paysans doivent céder une partie importante de leurs récoltes. Le commerce est à la merci des Hilaliens. Les villes payent des redevances aux chefs bédouins en échange d'une protection hypothétique.

L'empire Almoravide, dont la base de départ se situe dans le Sahara occidental, fit la conquête du Maghreb central en prenant Tlemcen, Oran et s'arrêta à Alger.

L'état Almoravide était bicéphale : militaire et religieux. L'armée était constituée par les représentants des groupes de la confédération sanhadjienne (Lamta et Goudala). Plus tard, elle sera renforcée par les mercenaires turcs (Ghûz) voire même chrétiens. L'autorité religieuse est représentée par les légistes malékites (Fokaha). Le malékisme, idéologie de l'état, consacrera la victoire de l'orthodoxie contre le kharidjisme rostomide et le chiisme fatimide. Sous les Almoravides, les villes telles que Tlemcen et Alger, connurent un épanouissement réel mais ne dépassèrent pas la splendeur de Bougie la Hammadite qui fut le centre de rayonnement économique et culturel du Maghreb central.

En 1124, se déclencha le mouvement Almohade qui sonnera le glas de la dynastie Almoravide. L'idéologie Almohade, élaborée par Ibn Toumert, est une synthèse du Mutazilisme, de l'Achaârisme et du Dahirisme. L'état Almohade reposa sur une administration différenciée financée par une fiscalité nouvelle (impôt foncier, Kharadj généralisé, impôts sur le commerce). La fiscalité permit de financer une armée et une marine importantes. L'Etat Almohade (1130-1269) réussit à unifier, pendant trois quarts de siècle, tous les états du Maghreb. La bataille d'Alarcos en 1195, remportée par Yaqoub Al-Manssour sur les Castillous, met de nouveau un terme aux menaces espagnoles sur les terres musulmanes d'Andalousie.

Après l'échec des Almohades, les Zianides qui leur succédèrent dans le Maghreb central, n'allèrent être les champions d'aucune doctrine. Ils laissèrent le malékisme s'imposer par lui-même.

En 1242, la dynastie des Zayanides fondée par Yaghmoracen a pour capitale Tlemcen qui connaît durant trois siècles un grand éclat, aussi bien sur le plan économique que culturel. Les Zayanides furent très souvent l'objet de convoitises des Hafsides, à l'Est et des Mérinides, à l'Ouest, et durent faire face à de nombreuses attaques de leurs voisins. Le long siège de Tlemcen par les Mérinides se termine par la mort de sultan Mérinide Abou Yaqoub, la capitale Zayanide, qui avait résisté glorieusement au blocus imposé par le sultan Mérinide, est sauvée, et retrouve bientôt toute sa splendeur. Un second siège de Tlemcen, par le Mérinide Abou Hassan aboutit à la prise d'assaut de la ville. Celle-ci est reprise par les Zayanides entre 1248 et 1352. Désormais, la dynastie Zayanide vivra le plus souvent dans la crainte des attaques Mérinides ou Hafsides, et vers la fin de la dynastie elle sera exposée au danger espagnol.

La domination arabo-berbère, marquée notamment par l'essor de dynasties musulmanes berbères, va durer jusqu'en 1516. En 1516, s'installe la domination de l'empire Ottoman dans la région. À l'Est, l'empire ottoman est en pleine expansion. Après sa lutte victorieuse contre l'Empire Romain d'Orient et la chute de Constantinople en 1453 et en fait la capitale de l'Empire Ottoman. La ville, rebaptisée Istanbul, est qualifiée de «Sublime Porte». L'armée turque vole de succès en succès : la bataille de Tchaldrian contre les perses (1514), la victoire sur la Syrie (1515) enfin et surtout la prise du Carie en 1517 assurent au sultan le protectorat des lieux saints d'Arabie et le chemin de l'or du Soudan.

À l'Ouest après la phase finale de la Reconquista marquée par la chute de Grenade en 1492, dernier bastion musulman en Andalousie. Le Maghreb était à l'époque en proie à l'anarchie et aux divisions. Les puissances méditerranéennes (Portugal et Espagne) se renforcent économiquement et militairement. Pour rendre total son contrôle sur le commerce méditerranéen, l'Espagne va entreprendre la conquête des ports algériens durant les deux premières décades du XVI^e siècle.

Malgré les réticences de Ferdinand d'Aragon, le cardinal Ximénès engage la guerre en 1505, et commence à mettre à exécution son plan d'occupation des côtes du Maghreb central, cependant que la conquête (Reconquista) chrétienne continue en

Espagne. En 1509 la ville d'Oran tombe entre les mains des espagnols. Le cardinal Ximénès, un fanatique de la Reconquista qui prônait la christianisation de l'Afrique du Nord, préside au massacre de 4000 habitants de la ville et à la capture de 8000 prisonniers. En 1510, les espagnols s'emparent de Bougie (Bejaia) et imposent aux villes de Ténès, Dellys, Cherchell, Mostaganem et Alger de payer, un tribut annuel, marque de leur soumission. En 1510, Alger est dirigée par Sélim-Et-Toumi, à l'annonce de la chute de Bougie elle prend peur, le 31 janvier 1510, Sélim-Et-Toumi, cheikh du conseil, va à bougie se soumettre à Pedro Navaro, le capitaine espagnol qui venait de prendre l'ancienne capitale des Hammadites. Alger livrera l'îlot (Penon) qui contrôlait son port.

Voilà Alger soumise, menacée, divisée, sûrement appauvrie - car les gendarmes du Peron empêchent les départs en course et le commerce avec les nations ennemies de l'Espagne. Cette situation va durer six ans.

Deux ans après la prise de Bougie par les Espagnols, le roi de Tunis dont elle dépend, envoie les Barberousse pour reprendre Bougie (quatre frères : Arrouj, Elias, Ishak et Khier-Ed-Din, originaires des îles grecques, dont l'audace et la connaissance de la science maritime peu communes en font les corsaires les plus redoutés de la Méditerranée).

Parmi tous les berbères qui entouraient les Barberousse pour délivrer le pays du joug des infidèles, il convient de s'arrêter sur le personnage d'Ahmed Ben el-Kadi qui jouera un rôle important par la suite souligne Mezali (2000). Après la prise de Bougie par les Espagnols en 1510 il était resté indépendant et devant la nécessité où se trouvaient les Kabyles de se regrouper devant l'envahisseur, il avait affermi son autorité. Quand Arrouj est appelé contre Bougie, Ahmed Ben-el-kadi devient l'allié de Barberousse et s'associe avec lui. De là naît une grande amitié qui s'avère fructueuse pour Barberousse. Cette alliance avait détaché des Barberousse, l'ennemi de Ben-el-kadi, Abd-el-Aziz, chef des Beni Abbès qui les avaient soutenus jusqu'alors.

Après la mort du roi d'Espagne Ferdinand d'Aragon en 1516, l'occasion pour Alger de rompre l'infâme traite et de se débarrasser du Penon. Comme avant lui les gens de l'Est, Sélim -El-Toumi pense aux Barberousse : qui mieux qu'eux pourra l'aider à combattre la forteresse ?

Après la mort de Sélim-el-Toumi, Arrouj se fait reconnaître roi par les habitants d'Alger et aussitôt pour affirmer son pouvoir il fait battre monnaie tandis qu'en capitaine avéré il s'occupe tout de suite de renforcer les défenses de la ville.

Le sultan Arrouj (1515) conclut des alliances avec le royaume de Kuko d'où il obtient des contingents d'éléments kabyles pour renforcer ses positions en face des espagnols qui tiennent encore le Pénon au centre de la baie d'Alger et qui avait des alliances avec la fraction des Bani-Abbès, sous le régime de son frère Khier-ed-Dine, les alliances s'amenuisèrent avec le royaume de Kuko, malgré l'alliance matrimoniale qu'il ait en son fils Hassan Pacha (1544). Par la suite, ces alliances

s'orientèrent vers les Bani Abbès et elles devraient fluctuer ainsi pendant longtemps. Souvent de contingentes kabyles venaient renforcer les troupes turques.

Dans l'ensemble l'autorité turque resta précaire durant les trois siècles de règne (1512-1830). Durant cette période turque, les populations kabyles conservèrent intactes leurs institutions publiques. L'unité politique et administrative fut le village subdivisé en fraction. Un ensemble de plusieurs villages constitue par obligations réciproques une tribu = Arch, plusieurs tribus constituent une fédération.

Le village est une municipalité soumise à l'autorité de l'ensemble des citoyens qui possédait des pouvoirs très étendus sur la fixation et la répartition des impôts. Elle décide de la guerre ou de la paix. Elle réglait l'assistance publique, elle modifiait les coutumes locales en cas de nécessité, mais cet ordre établi va être ébranlé avec l'arrivée des français.

En 1518, les Espagnols s'emparaient de Tlemcen et pourchassent Aroudj qui trouve la mort dans une farouche bataille près de Rio Salado. Les Algérois demandent alors l'aide du Sultan Ottoman Salim 1^{er} auquel ils font acte d'allégeance. Le successeur d'Aroudj, son frère Khier Ed-dine, fondateur de l'état algérien moderne, reçoit, avec le titre de beylerbey, des renforts d'Istanbul lui permettant de résister aux agressions espagnoles. En 1529, Kheir Ed-dine s'empare de la forteresse espagnole du Penon. Il relie Alger aux îles proches par un môle auquel il donne son nom, destiné à protéger la ville. Alger devient à partir de cette date la capitale permanente du Maghreb central, connu depuis sous l'appellation d'Algérie (du nom de la ville d'Alger).

Hassan Agha, qui lui succède, triomphe de Charles Quint qui voulait prendre Alger en 1541. Il recueille un prestige énorme auprès des populations. Par la suite, les beylerbeys, animés par le désir de faire l'unité du pays, luttèrent à la fois contre les espagnols, les chérifs marocains et les pouvoirs locaux. À l'intérieur, les Beni-Abbès de la petite Kabylie sont soumis, le royaume de Koukou en Kabylie est évincé. Les tribus font leur soumission les unes après les autres. Salah Raïs, Beylerbey d'Alger, reprend aux espagnols Bougie (Béjaia) en 1555. En 1558, la flotte algérienne, composée de 60 grands bâtiments de guerre et plusieurs embarcations de toutes sortes, garde sa supériorité sur les flottes européennes et parvient à contrôler le bassin occidental de la Méditerranée. La flotte algérienne pousse ses incursions jusqu'aux côtes d'Istanbul et contrôle la navigation maritime dans l'atlantique nord en 1616. En 1631, les navires algériens arrivent aux côtes anglaises et interviennent dans l'océan atlantique. En 1708, le bey de l'Ouest Mustapha Bouchlaghem libère Oran, qu'il l'assiégeait depuis 1704.

Le congrès de Vienne, en 1814, recommande d'imposer la suprématie européenne sur la Méditerranée en éliminant la piraterie et le servage et en arrêtant de payer tribut aux états Islamiques. La France et l'Angleterre conseillent de mettre à exécution cette politique en recourant à la force maritime.

En 1816, une flotte anglo-hollandaise, commandée par Lord Exmouth et l'amiral hollandais Van Cappellon, réussit à pénétrer dans le port d'Alger, à brûler les

bateaux qui y sont amarrés et à bombarder la ville. En 1827, le consul Duval provoque le 30 avril 1827 l'incident de ce qu'il est convenu d'appeler le «coup d'éventail» fournissant ainsi à la France un prétexte immédiat pour imposer un blocus maritime sur les côtes algériennes et préparer la conquête du pays. Le 14 juin 1830, le premier coup expéditionnaire foule le sol algérien à Sidi Fredj, il est commandé par le général de Bourmont. Après vingt jours de combats, les troupes françaises se présentent devant fort l'empereur, c'est sur cet emplacement que trois siècles plus tôt avait campé Charles Quint. Le 5 juillet 1830, le dey Hussein, dernier des deys d'Algérie signera l'acte de capitulation. Les Français occupent Alger le 5 juillet 1830. Le 4 janvier 1831, Oran est occupée et le dernier dey d'Oran, Al-Hassane, s'embarque pour le Machreq. Le 21 novembre 1832, Abdelkader est proclamé sultan et khalife pour diriger la lutte contre les Français. Il se contente du titre d'émir. En 1833, Bougie (Bejaia) est à son tour occupée. Le 26 février 1834, l'émir Abdelkader signe le traité des michels. Le texte lui garantit la souveraineté sur la province d'Oran, avec le droit d'avoir des représentants dans les villes et à Alger, et de commander une armée. L'émir Abdelkader établit alors l'unité du pouvoir dans les régions qu'il contrôle, et en 1835 il établit son autorité jusqu'aux abords d'Alger. Le 30 mai 1837 la signature du traité de Tafna entre l'émir Abdelkader et le général Bugeaud. Le texte reconnaît l'autorité de l'émir sur les deux tiers du territoire algérien.

Le 13 octobre 1837, après une rude résistance, Constantine est prise par les Français. Le général français de Damrémont est tué au cours de ces combats. Hadj Ahmed bey se réfugie dans les Aurès.

L'aventure de l'expéditeur d'Alger n'aura été finalement que le point de départ d'une vaste entreprise coloniale dont l'Algérie fut la tête de pont, puis la base principale, la Tunisie, le Maroc et jusqu'au cœur du continent africain et Madagascar.

IV. Aperçu du Système Politique et Socio-économique Beylical

Ce rappel historique est destiné à éclairer le contexte pour le lecteur qui souhaiterait mesurer l'évolution de l'Algérie avant la période coloniale que nous avons choisie comme point de départ.

1. L'Etat Beylical

Le système de gouvernement de l'Algérie durant l'ère ottomane s'est caractérisé par la succession de plusieurs régimes politiques, correspondant chacun à une période précise. La première période qui va de 1350 à 1518 forme une époque de profonde décadence : Un état qui se disloque, une agriculture qui recule, un commerce qui s'arrête. La terre maghrébine semble s'offrir d'elle-même aux conquérants. La deuxième, celle des beylerbeys (le bey des beys), entre 1518 et

1588, a commencé avec l'instauration de l'autorité grâce aux efforts des frères Aroudj et Kheïr Ed-dine Barberousse, et s'est terminée quand Euldj Ali a été éliminé du pouvoir. La troisième, celle des pachas, s'étend de 1588 à 1659 et se caractérise par la limitation à trois ans d'exercice du pouvoir pour chacun d'eux. La quatrième, très courte, est celle des aghas (1659-1671) pendant laquelle l'Algérie a connu de graves troubles politiques et une anarchie administrative. La cinquième et la dernière période est celle des deys, qui a duré sans interruption de 1671 à 1830, pendant laquelle l'Algérie connut une organisation étatique et jouit d'une véritable indépendance vis-à-vis de l'Etat ottoman.

Cette succession de systèmes de gouvernement, l'évolution des institutions administratives et les changements qui ont affecté l'appareil économique ont fait de l'Etat algérien – notamment pendant la dernière période, l'ère des deys- une entité spécifique qui se distingue du reste de l'empire ottoman, et se caractérise par une administration organisée, une capitale stable, des frontières reconnues et des relations réciproques avec les autres Etats. Ainsi l'Algérie est devenue un Etat souverain jouissant de toutes les prérogatives pour signer des traités et contracter des accords avec les Etats européens sans recourir à la sublime porte (Istanbul).

Durant la dernière période du règne des deys, les liens de l'Algérie avec le pouvoir ottoman se sont affaiblis, puis réduits : allégeance au sultan en sa qualité de khalife légal des musulmans, échange de cadeaux, envoi d'aides et accueil des volontaires turcs pour travailler dans les campagnes ; en fait, les relations entre Alger et Istanbul ne dépassent plus alors le cadre des intérêts mutuels, et les Etats européens commencent à traiter l'Algérie comme une entité politique indépendante de la porte, et à considérer les deys comme les chefs d'un état indépendant.

Ce qui démontre peut-être le mieux cette indépendance est que les deys sont arrivés à se passer du pacha que la porte avait pris l'habitude d'envoyer à Alger pour la présenter auprès du diwân. Ainsi, le dey Ali Chaouch a empêché le pacha Ibrahim d'entrer à Alger en 1771 et la porte a été contrainte de ne plus envoyer de représentants et d'accorder le titre de pacha à Ali Chaouch lui-même Kaddache (1991). A la faveur de cette stabilité, les Deys vont de plus en plus échapper au contrôle de l'Odjaq. Cette indépendance se matérialise par l'apparition des cinq grands ministres (puissances) directement nommés et rattachés au Dey. En 1817, le Dey Ali Khodja opère une révolution interne puisqu'il se soustrait à l'empire de la milice des janissaires en transportant le trésor public dans la casbah où il se retranche avec ses fidèles.

La régence est ainsi sur le point de se transformer en une monarchie absolue. L'arrivée des français en 1830 allait mettre fin prématurément à une évolution qui aurait, peut-être, abouti à la constitution d'un «état national» semblable à celui de Tunis, ou à celui d'Égypte de Mohamed Ali.

Certains historiens européens n'hésitent pas à dire que les deys, malgré leur appartenance à la communauté Islamique incarnée par l'empire ottoman, étaient pleinement souverains.

2. Économie de l'Etat Beylical

L'économie en général conserve un retard certain. Ni les techniques de production, ni les mécanismes des échanges ne favorisent une homogénéisation effective. Les forces productives permettent difficilement une augmentation du rendement. L'élevage dépend des précipitations et les techniques de production de laine ne s'améliorent pas. Les modes d'exploitation ne favorisent pas une plus grande rentabilité en raison de la répartition de la terre et des modes d'appropriation du surplus.

En dehors de l'agriculture selon El-Djillali (1995), on pouvait distinguer à l'époque turque deux sortes d'activités : celle qui se rapporte au monopole de l'état : fabrication de pain pour les soldats, confection des vêtements également pour l'armée avec toutes les activités sous-jacentes, ramassage de la laine, ramassage du cuir fabrication de poudre et d'armes, stockage des produits prélevés à titre d'impôts etc...

Toutes ces activités découlent du strict monopole de l'état turc. À ce sujet il ne faut pas penser à une organisation dirigiste comme celle de Mohamed Ali en Égypte ou celle qui a commencé en Union soviétique et en Europe de l'Est et en Chine au début de 20^e siècle, mais plutôt à une sorte de grande bourse de sous-traitance où l'état monopolise la vie économique dans les villes tout en ayant à sa disposition un volet de possibilités de production par toutes sortes d'acteurs sociaux et économiques particulièrement les esclaves chrétiens, produit de la piraterie qui était tolérée à l'international. D'ailleurs, les professions étaient selon les régions. Les gens de Djidjel sous traitaient la fabrication du pain. Les Biskris étaient porteurs d'eau, les mozabites étaient boucheurs. Tout cela bien entendu dans les villes où existait une économie monétaire et où l'Etat était en relation avec l'extérieur. Dans les campagnes, on semait et récoltait pour manger on tissait et confectionnait ses vêtements El-Djillali (1995). En Algérie turque, il y avait l'Etat ; Le reste tout le reste, ne comptait pas.

L'Etat, c'était d'abord les janissaires et les corsaires. Ils faisaient et défaisaient l'Etat.

Le commerce d'exportation –les raisins secs, les figues, les dattes, les tissus et le tabac- ne représentaient qu'un très faible tonnage, que le gouvernement ne tenait pas à laisser croître. Ce commerce extérieur pouvait devenir une source d'accumulation. Les relations avec l'Europe permettaient de taxer les marchandises et fournissaient autant d'occasions d'initier un développement économique. Mais l'Etat vendait les licences d'exportation, multipliait les droits de sortie et subordonnait sa tolérance à la distribution de backchich à tous les intermédiaires. À ces conditions orientales du négoce, les juifs arrivent si bien à s'adapter qu'ils finissent par devenir les intendants, les changeurs, les courtiers du Beylik et les maîtres de l'existence

économique du pays. Ainsi les monopoles d'importation et d'exportation concédés à des groupes (minorité juive) appauvrissaient l'économie du pays El-Djillali (1995).

La Période Coloniale 1830-1962

L'Algérie contemporaine commence à se constituer territorialement dès les débuts de la régence turque d'Alger, soit au XVI^e siècle, et ce, dans un ensemble qui fut approximativement celui des antiques royaumes numides, avant d'éclater au Moyen Âge en domaines Rostemide puis Zianide centrés sur l'Ouest du pays et Hammadite sur l'Est, et ce, alternativement avec des périodes d'intégration dans des regroupements impériaux plus larges (la Rome antique, Omeyyades de Damas et Abbassides de Bagdad, Fatimides, Almoravides et Almohades).

L'Etat algérien est sans conteste une entité indépendante et souveraine, répondant aux définitions courantes du droit international. Les conditions classiques (territoire, collectivité humaine, autorité publique, indépendance effective, reconnaissance internationale) sont largement réunies. Les Turcs ont réussi à donner à la partie centrale du Maghreb, une autonomie géopolitique suffisante pour la différencier des pays voisins. Les frontières de l'Est et de l'Ouest ont perdu de leur imprécision de naguère. Cependant, celles du sud demeurent floues (désert) mais sans conséquence pour l'unité territoriale. À cette délimitation géographique, s'ajoute une gravitation économique d'ordre essentiellement fiscal.

La colonisation française va toutefois lui permettre de s'étendre jusqu'aux frontières qui sont actuellement les siennes aux confins du Sahara, et en bouleversant la formation sociale pré-coloniale, lui imposer la forme spécifique qu'a prise l'émergence du mouvement national (au début du XX^e siècle), et avec l'indépendance en 1962, celle de l'Etat-nation.

C'est de cette dernière période qui va de 1830 à 1962, que nous traiterons dans ce chapitre.

Avant l'arrivée des français, l'Algérie était faible. L'Etat ne constitue pas une entité homogène et on distingue deux «Algérie», l'une extérieure, tournée vers la mer et ayant une représentation internationale, et l'autre intérieure, terrienne, vivant repliée sur elle-même. Un territoire où le pouvoir contrôle des tribus raïa (soumises) qui assurent à la régence une grande partie de ses revenus par le biais d'une lourde fiscalité. Un territoire qui reste sous le contrôle étatique, mais où les tribus se gouvernent seules. Un territoire où les populations échappent complètement au pouvoir.

La soudaineté de la défaite montre la faiblesse de l'Etat algérien qui n'est qu'une superposition de commandements pour la perception fiscale essentiellement, sans attache profonde dans la population.

L'intervention française a longtemps été prétextée par le fameux «coup d'éventail» Kaddache (1998) que le Dey Hussein aurait donné au consul de France Duval, ainsi que par l'affaire Bacri et Busnach. Juifs Livournais établis à Alger,

Bacri et Busnach avaient monopolisé, à leur profit, une grande partie du commerce algérien et jouaient même un rôle politique important dans la régence. Ils avaient, entre 1793 et 1800 participé au ravitaillement, en céréales, du sud de la France, des armées d'Italie et d'Égypte.

La scène du coup d'éventail eut lieu le 29 avril 1827. La veille de l'Aïd Seghir, Duval, qui n'avait pas été admis au Divan, depuis octobre 1826, profita de la fête religieuse pour se rendre à la réception offerte par le Dey à l'intention des consuls étrangers. Le Dey qui lui demanda pourquoi le gouvernement français n'avait pas répondu à ses correspondances relatives à l'affaire Bacri et Busnach, va jusqu'à le responsabiliser pour ce silence. Le Dey, poussé à bout par les insolences de Duval, qui lui avait affirmé : le roi et l'Etat de France ne peuvent envoyer de réponses aux lettres que tu leur as adressées «ajoutant des paroles outrageantes pour la religion musulmane», lui porta deux ou trois légers coups de chasse-mouches qu'il avait dans la main dans Kaddache (1998).

L'incident fut grossi ; les «trois coups violents sur le corps frappé avec le manche» dont parle Duval relève plutôt de son imagination. L'attitude de Duval, la disparition mystérieuse des deux négociants, l'implication de Talleyrand lui-même dans cette escroquerie, tout prouve que l'affaire du «coup d'éventail» a été soigneusement concoctée pour provoquer la rupture. Un prétexte était trouvé, Duval quitta Alger rompant ainsi les relations diplomatiques. Le Dey avait pourtant précisé que son geste n'était pas dirigé contre le gouvernement français mais contre Duval. L'escadre française arriva devant Alger le 11 juin 1827 et soumit un ultimatum au Dey. Ce dernier était sommé de présenter des excuses par une délégation officielle, d'arborer le drapeau français sur la casbah et les principaux forts et de lui rendre le salut par cents coups de canon. Il devait, en outre, renoncer aux créances Bacri et Busnach. Le Dey refusa cet ultimatum humiliant. Le chef de l'escadre et le consul firent alors décréter le blocus d'Alger auquel le Dey répliqua en faisant détruire les établissements français de Bône et de la Calle. Le blocus usa la marine française et se révéla inefficace. Les reis algériens le franchirent facilement. Le commerce de Marseille souffrit énormément du blocus. L'échec du blocus amena le gouvernement français à envisager une intervention armée.

Le corps expéditionnaire, commandé par le maréchal de Bourmont, comptait 37 000 hommes dont 31 000 fantassins embarqués à Toulon sur 675 bâtiments avec des provisions pour quatre mois. Le 14 juin 1827, les opérations de débarquement commencèrent à Sidi Ferruch. L'armée algérienne commandée par l'agha Ibrahim, gendre du Dey Hussein, comprenait, quant à elle, 7 000 janissaires et 40 000 volontaires venus de Kabylie, d'Oranie et du Constantinois. Ibrahim lança le 19 juin, à partir du camp de Staouéli, une offensive contre la tête de pont installée par les Français. Mais cette attaque échoua, les troupes algériennes durent battre en retraite et le camp de Staouéli fut investi par les Français. Mustapha BouMezrag qui remplaça l'agha Ibrahim, destitué de son commandement, tenta quelques contre-attaques mais ne put arrêter la marche de Bourmont sur Alger. Le 3 juillet la

forteresse du sultan Calassi (fort l'empereur : c'est sur cet emplacement que trois siècles plutôt avait campé Charles Quint) était évacuée. Alger était à la merci des français.

Malgré la rapidité de l'écroulement du régime du Dey, la colonisation devra cependant faire face à une résistance acharnée menée notamment dans l'ancien beylik de Constantine par le Bey Ahmed, et partout ailleurs par l'émir Abdelkader. La résistance algérienne fut, dès le débarquement, une résistance acharnée ; Bourmont reconnaissait, dans son rapport, qu'entre le 14 juin et le 1^{er} septembre, le corps expéditionnaire qui comptait 35000 hommes n'en avait plus que 28975. Au combat de Staouéli plusieurs soldats algériens préférèrent se donner la mort plutôt que de se rendre.

Une dizaine de milliers d'Algériens refusèrent de rester dans la ville occupée, abandonnèrent leurs biens et se réfugièrent dans les villes de l'intérieur.

Devant le danger, les délégués des tribus se réunirent le 23 juillet au Bordj Tamentfous, à l'Ouest du cap Matifou, et décidèrent de répondre à l'occupation d'Alger par la résistance à outrance contre les Français. Des commissaires furent envoyés dans toutes les régions pour annoncer le déclenchement du djihad.

L'Algérie algérienne allait rester vivante aussi bien dans l'Algérie demeurée indépendante où la résistance armée lutta jusqu'à l'épuisement, qu'en Algérie occupée où la foi Islamique et patriotique, les valeurs traditionnelles et les différentes associations et gouvernements modernes soutinrent toutes les formes de résistance politique.

Le beylik de Constantine a, en effet, été le centre d'une résistance que ne laissait nullement présager la rapidité avec laquelle Alger avait été prise tandis que le dey capitulait. Dès août 1832, le corps expéditionnaire français avait été refoulé du port de Annaba (Bône), tandis que le débarquement à bougie qui échoua en 1830, nécessitera cinq jours de combats de rue pour que la ville soit occupée l'année suivante. L'attaque contre Constantine s'était, en novembre 1836, soldée par une véritable déroute des troupes de Clauzel, et celle dirigée par Vallée du 5 au 13 octobre 1837, n'a permis l'occupation de la ville qu'aux prix de plusieurs jours de combats et laisse penser que les bombardements sont le fait des défenseurs, occasionnant de lourdes pertes au corps expéditionnaire, dont celle du gouverneur général Damrémont. Le bey Ahmed pourra encore continuer la lutte jusqu'en mai 1848, en s'appuyant notamment sur les populations des Aurès.

Dans les autres beyliks, si la structure de l'Etat de la régence éclate rapidement, la résistance n'en est pas moins vive. Si au centre, le bey du Titteri (Mostefa Boumezrag) fait connaître sa soumission dès le 6 juillet 1830. A l'Ouest du pays, la soumission du bey Hassan a provoqué l'abandon de la ville d'Oran par sa population, et son remplaçant Ahmed bey ramené de Tunis par les autorités d'occupation ne sauvera en aucune façon la situation.

L'Etat de l'Emir Abdelkader

En fait dans les beyliks de l'Ouest et du Centre du pays, et jusque dans certaines franges du Constantinois, la résistance allait être marquée par le rôle de l'émir Abdelkader et sa tentative de construction d'un Etat susceptible de remplacer celui de la régence.

La guerre menée contre les Français et dont il sera le principal artisan jusqu'en 1847, créera en Algérie «les conditions d'une nouvelle forme d'unité, expression d'aspirations d'un caractère incontestablement national, qui persistent à travers les conflits ensuite plus au moins localisés, mais guère interrompus jusqu'en 1871».

Abdelkader qui sera proclamé émir le 25 novembre 1832 par un congrès de tribus, et reconnu comme tel à Mascara puis dans d'autres cités du pays, était le fils de Mahieddine, notable de la tribu des Hachem et Mokadem de la puissante zaouïa (confrérie religieuse) des kadiriya, et dont le siège était dans la proche région de Mascara (ville qui fut capitale du beylik de l'Ouest jusqu'au départ forcé des espagnols qui durent quitter Oran en 1792). Le 26 Février 1834, l'émir Abdellkader signe le traité Desmichels. Le texte lui garantit la souveraineté sur la province d'Oran, avec le droit d'avoir des représentants dans les villes et à Alger et de commander une armée. Abdelkader établit alors l'unité du pouvoir dans les régions qu'il contrôle, le traité signé à Oran le 26 février 1834 avec le général Desmichels, va reconnaître l'autorité de l'émir sur toute l'Oranie, en dehors d'Oran et Mostaganem qui continuent à être occupées par les Français.

La bataille d'El-Maktaa, victoire d'Abdelkader sur le général français Trézel, est l'une des plus importantes batailles de l'émir Abdelkader ; elle s'est déroulée le 26 juillet 1835 et a eu pour cadre l'oued Tlilet (Oranie), où l'armée d'Abdelkader s'est trouvée face aux forces du général Trézel, commandant de la garnison d'Oran. C'est au cours de cette bataille que fut tué le colonel Ardillot ainsi que des milliers de soldat français Kaddache (1998).

Au début de l'année 1836, l'émir remporte une série de victoires, dont la plus importante est celle au cours de laquelle le général d'Arlande est vaincu, et son armée (1800 soldats et officiers) dispersée vers la fin du mois d'avril. En juillet, une grande bataille a lieu entre les forces de l'émir et l'armée du général Bugeaud. Les défaites françaises sont durement ressenties par l'opinion publique en France et des protestations s'élèvent au parlement et dans les journaux.

Toutes les tentatives d'enfreindre l'autorité d'Abdelkader ne l'empêcheront pas d'étendre son domaine, et à la fin de 1837, il s'estime assez fort pour discuter les nouvelles propositions françaises. C'est le traité de la Tafna signé avec Bugeaud le 30 mai 1837.

Par ce traité, l'émir voyait son autorité s'implanter dans la province d'Oran, du Titteri et d'une partie de celle d'Alger, c'est à dire dans les deux tiers de l'Algérie. Les Français s'étaient réservés dans la province d'Oran, de Mostaganem, de Mazagran et leurs territoires, Oran, Arzew et dans la province d'Alger, Alger, le

Sahel, une partie de la Mitidja, Blida et son territoire, Koléa et son territoire. Le commerce était libre entre les deux parties, l'Emir Abdelkader avait accepté de donner aux Français du blé, de l'orge et des bœufs comme prix de la remise de Tlemcen et non comme tribut. Bugeaud, moyennant 100.000 boudjoux, signa avec l'émir un accord secret dans lequel il accordait de nombreuses concessions à l'Emir Abdelkader. La leçon de Jugurtha, achetant à prix d'or, l'aristocratie romaine se répétait avec l'émir.

À côté de ses qualités d'homme de lettres et de soufi (intellectuel mystique) disciple d'Ibn Arabi, il allait bientôt s'avérer un véritable chef militaire et homme d'état, mettant en place un système de gouvernement. L'Algérie a été découpée en khalifaliks (sorte de préfectures) et en Aghaliks (arrondissements). Au moment de la plus grande extension de son Etat, les khalifaliks au nombre de huit étaient organisées autour de Tlemcen, Mascara, Miliana, Médéa, la Kabylie, la Medjana et les Zibans (dans le Constantinois), et enfin le nord du Sahara oranais et Algérois. À leur tête étaient placés les hommes de confiance et issus du terroir, tels Bouhamdi (Tlemcen), Benallal (Miliana), Berkani (Médéa), ou Bensalem (Kabylie). Cette organisation, en regroupement les tribus tout en tenant compte des conditions locales et des données historiques, visait à mettre fin aux rivalités tribales et à consolider l'union et l'unité de la Nation.

Les Khalifas fonctionnaires d'autorités étaient choisis par l'Emir pour une durée illimitée parmi les chefs les plus importants. Ils avaient un pouvoir considérable: centralisaient les impôts, avaient la responsabilité d'un général dans la conduite de la guerre. L'Emir Abdelkader procédera aussi à la frappe d'une monnaie et à la réglementation de l'impôt, ainsi qu'à la mise sur pied d'un système d'enseignement et de justice rémunérés par l'Etat.

Abdelkader profita de la paix (1837-1839) pour consolider la Nation, faire admettre le principe de l'unité et construire un Etat moderne afin d'être prêt à riposter aux prétentions françaises.

Abdelkader mit en place un Etat fondé sur l'Islam, l'intérêt général, la primauté de la résistance armée face aux envahisseurs et l'égalité de tous les Algériens par la suppression des tribus makhzen. Ils soulagea les fellahs en supprimant l'impôt du Kharadj ; les emblavures de 1837 et 1838 furent bien supérieures à celles des années précédentes. La modernité de cet Etat est attestée par l'organisation d'un pouvoir central, d'une administration provinciale et d'un certain nombre d'institutions nationales. Elle se révèle dans des tentatives de l'Emir de doter le pays d'une infrastructure et d'une économie apte à répondre aux besoins de la Nation et de la guerre contre l'envahisseur. L'émir accorda une grande attention aux problèmes économiques ; il créa les conditions pour le développement de l'agriculture, la fabrication de la poudre et des armes nécessaires à ses troupes, ce qui l'amena à fonder des villes.

L'Emir Abdelkader conçut un système de gouvernement simple. À la tête, l'Emir entouré d'un conseil composé de ses principaux collaborateurs, de sages Oulama et

des khalifa qui représentaient les provinces. L'amélioration de la condition des populations, le sens de la justice, le remplacement de la féodalité héréditaire par des chefs populaires, la participation des conseils locaux et des représentants de la Nation aux décisions du pouvoir, expliquent le soutien populaire à la résistance menée par l'Emir Abdelkader.

Sur le plan militaire, il lèvera une armée composée de fantassins et de cavaliers, fera exploiter des mines pour approvisionner ses fonderies et armureries, et construira des villes pouvant servir de lieux de repli dans la zone steppique (Saïda, Tagdempt, Taza et Boghar).

Pour affirmer son autorité sur le territoire qu'il contrôle, il devra, par ailleurs constamment s'opposer aux vellétés des féodalités préexistantes, celles notamment des anciennes tribus Makhzen chargées par les autorités turques de prélever les impôts sur les tribus raïa. Il sera ainsi de même amené à livrer bataille à la puissante confrérie saharienne des Tidjaniya qui avait vellétés d'indépendance et dont il attaquera le siège à Ain Madhi (en 1838).

L'intervention des français pour soutenir les tribus Makhzen de la région d'Oran (les douaïrs et les smalas), et en violation des accords signés entre Desmichels et les représentants de l'émir, amènera ce dernier à affronter les troupes du général Trézel à qui il infligera une défaite lors de la bataille de la Macta en juin 1835. C'est cependant une série de violations de l'accord de la Tafna par les Français, et, notamment en octobre 1839, la traversée du territoire que contrôle l'Emir Abdelkader par une colonne française qui cherchait à relier directement Alger à Constantine, qui va déclencher une guerre, laquelle ne s'achèvera qu'en décembre 1847 avec la reddition du chef algérien. Après des succès militaires au début du conflit et une résistance qui en 1845-1846 avait pris la forme d'une véritable guerre de partisans, l'Emir finira cependant par perdre du terrain face à une machine de guerre française qui mobilisait près de 80 000 hommes en 1842, et bénéficiait d'un puissant appui logistique. Si les Algériens avaient durant un certain temps pu bénéficier de l'appui du sultan chérifien Mouley Abderrahmane, ce ne sera plus le cas après la défaite, le 14 août 1844, des troupes marocaines à la bataille d'Isly et la signature du traité de Tanger du 18 mars 1845 par lequel il est demandé au Maroc d'interdire à l'Emir et ses hommes de se replier au-delà de la frontière. L'Emir dirigea la résistance armée de 1839 à 1847.

La chute de l'Etat de l'Emir Abdelkader verra la réapparition de la dynamique tribale dans la manifestation de soi. Ageron (1981) énumère une série de rebellions tribales qui s'achève à l'aube au XX^e siècle. Il y eut celles du bey Ahmed (1837) dans le Constantinois, des Ouled Sidi Chikh (1864-1865) déclenchée à partir du sud-oranais et qui reprendra de 1881 à 1883 sous la direction de Bouamama, et de la Kabylie, El-Mokrani prendra la tête avec le soutien de la puissante confrérie Kabyle de la Rahmaniya dirigée par Cheik El Haddad. Pour les Français, l'occupation ne pourrait être complète qu'avec la fin de la résistance de la Grande Kabylie. Napoléon III finit par autoriser Randon à lancer une grande expédition pour occuper

la crête maîtresse du pays qui partant du col de Tirourda passe par Ain -Sebt, l'Arba des Ait-Iraten et tombe sur le Sébaou. Lalla Fatma N'soumeur fut faite prisonnière le 11 juillet 1857. Le Grand Djihad continua jusqu'en juillet 1857, date de la perte de la Kabylie

L'histoire du Sud algérien est étoilement liée à celle du Nord. Des soulèvements localisés éclatent : Biskra, Touggourt, Ouargla, les Zibans, le Mizeb. La conquête du Grand Sud ne s'achèvera qu'en 1902 avec le contrôle du Hoggar par les Français et leur installation à Tamanrasset.

De grandes régions de l'Algérie étaient occupées, et à la fin du XIX^e siècle, le peuple algérien ne pourra plus opposer à la colonisation française. Il était en effet trop affaibli face aux épidémies et calamités naturelles, dont la sécheresse de 1866 à 1870 qui aurait provoqué la disparition de 90% des troupeaux algériens. Un véritable désastre démographique s'ensuivit, puisque la population algérienne chuta de 2,7 millions d'habitants en 1861 à 2,1 millions en 1870.

Conclusion

Retracer l'histoire de l'Algérie est, sans nul doute, une étude qui paraît contradictoire tant ce pays, jadis la Numidie ou le Maghreb central, loin de convoiter les contrées voisines et lointaines, n'aspirait qu'à vivre à l'intérieur de ses frontières. C'est pourquoi son histoire est celle d'un peuple qui a, de l'antiquité à l'occupation française, dans son instinct de liberté et son ardent désir d'indépendance, lutté contre les convoitises étrangères.

Il constitua, dès l'antiquité, de puissants royaumes qui, durant de longues décennies, luttèrent contre tous les occupants.

La colonisation française de l'Algérie qui a duré de 1830 à 1862 est la plus récente occupation étrangère qu'ait connue ce pays. Par sa culture, elle va marquer, avec la arabo-islamique, toute l'histoire de l'Algérie contemporaine.

L'Algérie a été le premier pays de l'Afrique du Nord à être occupé par les Français. La colonisation s'imposait autant pour des considérations économiques et financières que géostratégiques. Cependant, après la pacification du pays menée de main de maître par Bugeaud, la France considérait alors l'Algérie, non plus comme une terre exotique «une colonie», mais comme une annexe de la France. Diverses mesures marquèrent un acheminement progressif dans cette voie. Dès 1844, les recettes et les dépenses de l'Algérie sont incorporées au budget de l'Etat.

Dès le 4 mars 1848, c'est à dire dix jours après la formation du gouvernement provisoire en France, un décret déclara l'Algérie «partie intégrante des territoires français» et toutes les mesures prises à cette époque en vertu de ce principe tendent au même but : « Introduire aussi complètement que possible en Algérie l'organisme administratif de la Métropole ».

Les rapports entre l'Algérie et la métropole ont donc obéi au schéma colonial classique à savoir exploitation économique, contrôle politique et domination

culturelle.

Après période d'exploitation économique intensive du pays, la France a lancé dans les dernières années de sa colonisation un programme de développement économique appelé « plan de Constantine » réputé plan d'industrialisation. En mars 1958 sont publiées les « perspectives décennales de développement économique de l'Algérie » qui recherchent les voies et moyens d'une politique économique de développement en Algérie de 1957 à 1966. Par une loi du 16 mars 1956, le gouvernement français s'était vu autorisé « à mettre en œuvre en Algérie un programme de développement économique orienté autour de trois axes : la politique agraire, la politique industrielle et la politique pétrolière.

Ni la première, ni la seconde n'aboutissent à des résultats significatifs pour des raisons éminemment politiques, et si la troisième réussit sur le terrain strictement économique, elle est contre-carrée sur le plan politique avec la proclamation de l'indépendance algérienne.

Le sujet en soi n'est pas achevé. Il aura une suite de ce thème dans un article ultérieur.

Références Bibliographiques

- Abderrahmane M.El-Djillali (1995).** "L'Histoire Générale de l'Algérie", 3ème Edition, *Office des Publications Universitaires (OPU)*, Alger.
- Ageron C. R. (1981).** "Histoire de l'Algérie Contemporaine, II, de 1871 à 1954", *PUF*, Paris.
- Bontems C. (2001).** "Esquisse de l'Etat", *Editions Bouchène*, Alger.
- Chevalier C. (1986).** "Les Trente Premières Années de l'Etat d'Alger 1510-1541", *OPU*, Alger.
- Djender M. (1968).** "Introduction à l'Histoire de l'Algérie", *SNED*, Alger.
- Gaid M (1972).** "Aguellido et Romaine en Berbère", *SNED*, Alger.
- Gauthier E.F. (1964).** "Le Passé de l'Afrique du Nord", *Editions Nouvelles*, Paris.
- Julien C. A. (1994).** "Histoire de l'Algérie", *Editions Payot*, Paris.
- Kaddache M. (1998).** "L'Algérie des Algériens", *Editions Rocher Noir*, Alger
- Kaddache M. (1991).** "L'Algérie durant la période Ottomane", *OPU*, Alger.
- Kuran E. (1974).** "La Politique Ottomane face à l'Occupation Française de l'Algérie : 1827-1847", 2ème édition, Tunis.
- Laroui A. (1975).** "Histoire du Maghreb", 2 Tomes, Paris.
- Lavisse Ernest Centenaire.** "De la Société Historique Algériennes : 1856-1956".
- Medjaoui A. (2000).** "Ce Pays est le Nôtre", *Casbah Edition*, Alger.
- Mezali H. (2000).** "Alger Trente-Deux Siècles d'Histoire", *ENAG*, Alger.
- Stora B. (1991).** "Histoire de l'Algérie Coloniale", *Editions La Découverte*, Paris.